

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 27 JUIN 2012

Affaire suivie par : Isabelle DUPERRAY-LAJUS
Tél. : 04-26-52-22-01
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : isabelle.duperray-lajus@drome.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 2012 179-0004

DE MISE A JOUR SUITE A L'EVOLUTION DE LA NOMENCLATURE

AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

APPLICABLES à la société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES (ONYX ARA)
à Valence

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V, en particulier les articles L. 513.1, R. 513.1 et R. 512.33 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511.9 du code de l'environnement ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, supprimant notamment les rubriques 98 bis, 128, 167, 286, 322, 329 et 2799, et créant notamment les rubriques 2713, 2714, 2716, 2717 et 2791 ;

VU le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, créant notamment la rubrique 1435 ;

VU l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713 ;

VU l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 ;

VU l'arrêté du 16 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2716 ;

VU l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique 1435 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2579 du 18 juillet 1994 autorisant la S.R.C.C. à exploiter un centre de tri industriel dans un établissement implanté 223, rue de la Forêt à VALENCE ;

VU l'arrêté préfectoral n°3631 du 7 juillet 1999 modifiant l'arrêté préfectoral n°2579 du 18 juillet 1994 sus-visé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04-1522 du 15 avril 2004 autorisant la société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES à étendre d'exploitation de l'établissement sus-visé, avec un centre de tri de déchets toxiques en quantités dispersées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05-2903 du 4 juillet 2005 modifiant l'arrêté préfectoral n°04-1522 du 15 avril 2004 sus-visé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011180-0013 du 29 juin 2011 imposant des prescriptions complémentaires relatives à la recherche de substances dangereuses dans les rejets liquides de l'établissement susvisé ;

VU la déclaration présentée à monsieur le Préfet de la Drôme le 16 mars 2011 par la société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES, portant sur la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées concernant l'établissement susvisé ;

VU la lettre de la société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES du 11 octobre 2011 apportant des précisions sur la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées concernant l'établissement susvisé et demandant une extension de la surface de transit de déchets de métaux associée à la rubrique 2713 de la nomenclature, cette surface passant de 55 m² à 150 m² ;

VU la lettre de la société ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES du 15 mars 2012 apportant d'autres précisions sur la mise à jour des rubriques de la nomenclature des installations classées concernant l'établissement susvisé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mai 2012 ;

Considérant que l'évolution de la nomenclature des installations classées nécessite la mise à jour de l'article deux de l'arrêté préfectoral n° 04-1522 du 15 avril 2004 ;

Sur proposition de Madame le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme

ARRETE

Article 1er

Le tableau figurant à l'article deux de l'arrêté préfectoral n° 04-1522 du 15 avril 2004 modifiant le tableau du paragraphe 1.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n° 2579 du 18 juillet 1994 est annulé et remplacé par le tableau ci-dessous :

<u>Rubrique</u>	<u>A,D,E,NC</u>	<u>Libellé de la rubrique (activité)</u>
2714.1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées <u>aux rubriques 2710 et 2711</u> . Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 1000 m ³ : Il s'élève au maximum à <u>1400 m³</u> , ainsi composé : <ul style="list-style-type: none">- Plastiques, caoutchouc : 150 m³ ;- Papiers, cartons : : 860 m³ ;- Bois : 150 m³- Déchets verts : 240 m³
2717.2	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées <u>aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719</u> . 2. La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieures ou égales aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.

		Quantités maximales stockées, par catégorie de déchets : - Substances relevant de la rubrique 1172, contenues dans les déchets : 1250 kg - Substances relevant de la rubrique 1173, contenues dans les déchets : 2500 kg - Substances relevant de la rubrique 1111, contenues dans les déchets : 750 kg - Substances relevant de la rubrique 1131, contenues dans les déchets : 397 kg - Substances relevant de la rubrique 1411, contenues dans les déchets : 1250 kg - Substances relevant de la rubrique 1432, contenues dans les déchets : 8250 kg
1435	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant supérieur à 100 m ³ et inférieur ou égal à 3500 m ³ , il s'élève à 163 m ³ par an, ainsi composé : - gasoil : 800 m ³ /an, soit 160 m ³ /an en volume équivalent ; - fioul : 15 m ³ /an, soit 3 m ³ /an en volume équivalent.
2716.2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées <u>aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719</u> . Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant compris entre 100 et 1000 m ³ : Il s'élève au maximum à <u>720 m³</u> , ainsi composé : - quantité maximale de déchets non triés : 360 m ³ - quantité maximale de refus stockés : 360 m ³
2791.2	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées <u>aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782</u> . La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j, elle s'élève à 9 t/j.
2713	D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées <u>aux rubriques 2710, 2711 et 2712</u> . La surface étant comprise entre 100 et 1000 m ² , elle s'élève à 150 m ² .
1432	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ , le volume équivalent s'élève à 2,28 m ³ , ainsi composé : - Stockage de gasoil : 32 m ³ en cuve enterrée double enveloppe avec détecteur de fuite, soit 1,28 m ³ de volume équivalent ; - Stockage de fioul : 5 m ³ en cuve aérienne, soit 1 m ³ de volume équivalent.

A : autorisation D : déclaration C : soumis au Contrôle périodique NC : non classé

Article 2 :

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en

raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Valence et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et une copie sera transmise à la direction départementale de la protection des populations.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Direction départementale des Populations, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme

Article 5 : Exécution et copie

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Valence et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Valence ;
- le Directeur Départemental Interministériel des Territoires ;
- le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- le Directeur Régional de la DREAL de Rhône-Alpes Unité Territoriale Drôme-Ardèche;
- et à Monsieur le Directeur de la société ONYX ARA à Valence.

Fait à Valence,
Le Préfet,

27 JUIN 2012

Pour le Préfet / par délégation,
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA